Le Bono : finances de la commune

Commune · Morbihan (56) · 2 658 habitants · tranche 2 000 à 3 499 habitants · comptes 2025

Pour l’exercice 2025, Le Bono affichait un encours de dette de 2,2 M€, soit 818 € par habitant, une épargne brute égale à 21,5 % de ses recettes de fonctionnement et une capacité de désendettement de 3,5 ans.

Dette par habitant
818 €
2,2 M€ au total

Capacité de désendettement
3,5 ans
dette ÷ épargne brute

Taux d’épargne brute
21,5 %
épargne brute ÷ recettes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement
844 € / hab.
2,2 M€ au total

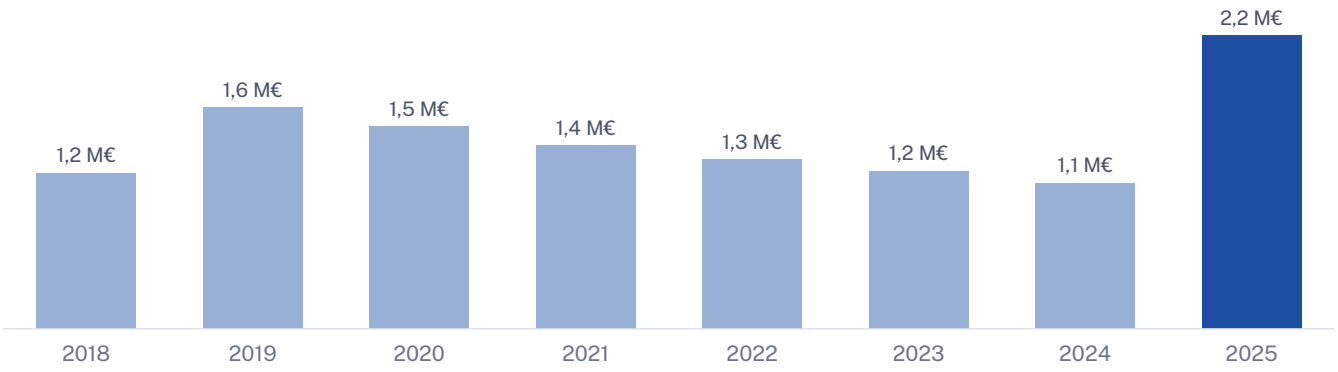
Les comptes de la commune en clair

Comptes consolidés de l’exercice 2025 publiés par l’OFGL. Chaque montant par habitant est comparé aux 2 290 communes de 2 000 à 3 499 habitants (dernier exercice publié de chacune). Une position haute ou basse n’est ni une bonne ni une mauvaise note : elle indique ce qui mérite d’être compris ou vérifié.

Question	Valeur	Comparaison
Combien la collectivité dépense-t-elle pour fonctionner ?	844 €	un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille.
Quelle part de ces dépenses va au personnel ?	59,7 %	504 € par habitant : un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille.
Lui reste-t-il de l’argent en fin d’année ?	21,5 %	231 € par habitant : un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille. Repère : vigilance sous 10 %, alerte sous 7 % (usage d’analyse financière, non réglementaire) (Au-dessus des repères).
Est-elle endettée ?	818 €	un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille. Repère : plafond national de référence de 12 ans de capacité de désendettement pour les communes (Sous le plafond).
Investit-elle ?	1 192 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.
Combien rapportent les impôts locaux ?	705 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.

Évolution depuis 2018

Encours de dette au 31 décembre



L'encours de dette est passé de 1,2 M€ en 2018 à 2,2 M€ en 2025 (+88,5 %). Valeur la plus basse : 1,1 M€ en 2024.

Exercice	Encours de dette	Taux d'épargne brute	Capacité de désendettement	Dépenses d'équipement
2018	1,2 M€	17,2 %	3,3 ans	1,2 M€
2019	1,6 M€	15,4 %	5,1 ans	516 k€
2020	1,5 M€	18,1 %	3,7 ans	765 k€
2021	1,4 M€	16,1 %	3,8 ans	778 k€
2022	1,3 M€	17,4 %	3 ans	494 k€
2023	1,2 M€	18,3 %	2,5 ans	831 k€
2024	1,1 M€	20,7 %	1,9 ans	496 k€
2025	2,2 M€	21,5 %	3,5 ans	3,2 M€

Comparée à ses communes jumelles

Indicateur	Le Bono	Médiane des jumelles	Écart
Dette par habitant	818 €	523 €	+56,4 %
Impôts locaux par habitant	705 €	619 €	+14 %
Frais de personnel par habitant	504 €	357 €	+41,2 %
Investissement par habitant	1 192 €	358 €	+232,6 %
Taux d'épargne brute	21,5 %	21,4 %	
Capacité de désendettement	3,5 ans	2,7 ans	

Jumelles : Balaruc-le-Vieux (34), Pleuven (29), Bagnols-en-Forêt (83), Creney-près-Troyes (10), Lécousse (35), Mours-Saint-Eusèbe (26), Saint-Alban (22), Hermanville-sur-Mer (14), Arzal (56), Ambon (56). Insee (taille, évolution, âges, revenu) ; comptes OFGL.

Le mandat 2020-2026 en chiffres

Indicateur	2019	2025	Évolution	Médiane dép.
Habitants	2 388	2 658	+11,3 %	+2,7 %
Dette par habitant	686 €	818 €	+19,2 %	−23,8 %
Impôts locaux par habitant	572 €	705 €	+23,4 %	+22,4 %
Frais de personnel par habitant	423 €	504 €	+19,2 %	+23,5 %
Taux d'épargne brute	15,4 %	21,5 %	+6,1 points	−4,3 points
Capacité de désendettement	5,1 ans	3,5 ans	−1,6 an	−0,6 an
Investissement cumulé 2020-2025, par habitant		2 502 €		2 376 €

Comptes consolidés OFGL 2019 et 2025 ; médiane : évolution médiane des communes du département. Une évolution ne juge pas la gestion.

Qui vit ici

Indicateur	Le Bono	Comparaison
Habitants (2023)	2 608	+22,8 % depuis 2012 (département : +7 %)
65 ans ou plus (2023)	29,3 %	département : 26,5 % · France : 21,3 %
Personnes couvertes par le RSA (2024)	1,9 pour 100 habitants	département : 2,9
Salariés du secteur privé (2025)	234	+82,8 % depuis 2015
Élèves des écoles (rentrée 2025)	175	−12,9 % depuis 2015
Indice de position sociale des écoles (2024-2025)	127,9	France : 105,8

Sources : Insee, populations municipales 1968-2023, recensement 2012-2017-2023, naissances et décès 2008-2025 (API Melodi, Licence Ouverte) ; Cnaf, allocataires par commune au 31 décembre 2020-2024 (data.caf.fr, Licence Ouverte), valeurs arrondies par la Cnaf ; Urssaf, établissements employeurs et effectifs salariés du secteur privé au 31 décembre (open.urssaf.fr, ODbL) ; Éducation nationale, effectifs d'élèves par école et indices de position sociale (data.education.gouv.fr, Licence Ouverte).

Les métiers des habitants

970 habitants de 15 à 64 ans ont un emploi ; la commune compte 380 emplois, soit 37 emplois pour 100 habitants qui travaillent (indicateur de concentration d'emploi de l'Insee).

Groupe	Habitants	Département	France	Emplois sur place
Agriculteurs exploitants	0 %	2 %	1,3 %	1,3 %
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	12,4 %	8,1 %	6,6 %	16,3 %
Cadres et professions intellectuelles supérieures	25,5 %	13,6 %	20,1 %	15,3 %
Professions intermédiaires	25,5 %	26 %	26,4 %	18,2 %
Employés	22,4 %	26,1 %	26,1 %	24,7 %
Ouvriers	14,2 %	24,2 %	19,5 %	24,2 %

Professions les plus exercées par les habitants : Morbihan (56)

Profession	Habitants (environ)	Part
Aides-soignants	6 820	2,2 %
Ouvriers peu qualifiés de l'agroalimentaire	5 780	1,9 %
Infirmiers en soins généraux salariés	5 360	1,7 %
Conducteurs de poids lourds	5 030	1,6 %
Enseignants titulaires du secondaire général et technologique	4 600	1,5 %
Secrétaires, employés de la bureautique	4 530	1,5 %
Enseignants titulaires du primaire	4 340	1,4 %
Agents de service des établissements de santé	4 070	1,3 %
Autres employés d'aide à domicile et accueillants familiaux	3 840	1,2 %
Ouvriers du nettoyage	3 740	1,2 %
Techniciens d'installation et de maintenance (hors informatique)	3 390	1,1 %
Employés de libre-service du commerce	3 350	1,1 %

Employeurs, projets de recrutement 2026 (Morbihan (56)) : 31 910 au moins, dont 50,5 % jugés difficiles.

Métier	Projets	Difficiles
Serveurs de cafés restaurants	2 392	47,6 %
Agents d'entretien de locaux	2 312	74 %
Ouviers peu qualifiés des industries agro-alimentaires	1 327	25,2 %
Aides de cuisine et employés polyvalents de la restauration	1 232	50,2 %
Cuisiniers	1 205	65,4 %
Aides à domicile et auxiliaires de vie	977	79,7 %

Métier	Projets	Difficiles
Aides-soignants	971	71 %
Ouviers qualifiés des industries agro-alimentaires	911	77,4 %
Professionnels de l'animation socioculturelle	820	38,7 %
Employés de libre service	747	5,5 %

Sources : Insee, recensement de la population 2022, emploi et population active (Licence Ouverte 2.0) ; Insee, recensement de la population 2022, fichier détail des individus par région (Licence Ouverte 2.0) ; France Travail, enquête Besoins en main-d'œuvre 2026 (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0).

Ce que l'État verse pour les investissements

Indicateur	Le Bono
Subventions d'investissement de l'État accordées (2018-2025)	418 k€ pour 5 projets
Par habitant	157 € (communes de même taille : 182 € ; département : 219 €, médianes)
Part du coût des projets payée par l'État	9,1 %
Aides de l'ADEME (conventions depuis 2021)	aucune aide publiée

Année	Dotation	Projet	Subvention
2023	DSIL	Construction d'un pôle enfance jeunesse (restauration et ALSH) avec un réseau de chaleur mutualisé	170 000 €

Sources : DGCL, projets financés par la DETR, la DSIL, la DPV et la DSID (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0) ; ADEME, aides financières attribuées (data.ademe.fr, Licence Ouverte 2.0).

Sources

Comptes consolidés (budget principal et budgets annexes) publiés par l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales (OFGL), exercice 2025 et exercices précédents depuis 2018, sous Licence Ouverte 2.0. Quartiles et médianes calculés par l'Observatoire de ma commune sur les mêmes comptes. Formules et limites : https://observatoire.proofset.io/methode.html. Analyse automatisée de données publiques, sans valeur juridictionnelle ; aucune donnée nominative.